

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1772 - 5 mai 1993 - 9 F

### D 1772 EL SALVADOR: COMMANDITAIRES ET EXÉCUTANTS DE L'ASSASSINAT DES JÉSUITES

Après le rapport officiel de la Commission de la vérité, intitulé "De la folie à l'espoir - la guerre de douze ans en El Salvador", sur l'assassinat de Mgr Romero en 1980 (cf. DIAL D 1771), voici la partie du rapport concernant le massacre des six jésuites de l'Université centro-américaine et de deux femmes à leur service (cf. DIAL D 1444).

Il ressort de ce document que tous les soupçons sur l'implication dans cet assassinat des plus hauts échelons militaires et gouvernementaux étaient fondés (cf. DIAL D 1486, 1495, 1519, 1524, 1538, 1549, 1560, 1581, 1634, 1667, 1726 et 1757). Dès l'instant de sa perpétration, le "massacre de l'université" avait été considéré, selon l'expression de l'archevêque de San Salvador, comme le "problème-clé" de la pacification du pays: il a mis et met en effet en pleine lumière la place centrale de l'armée dans la vie politique du pays.

Au coeur de cette affaire il y a la personne du général Ponce, ministre de la défense jusqu'à une date toute récente, qui était à l'époque des faits colonel et chef de l'état-major général des armées. C'est sur son ordre explicite, avec l'accord des très hauts échelons militaires et gouvernementaux (à l'exclusion du président de la République), qu'a été montée l'opération de suppression du recteur de l'Université centro-américaine "sans laisser de témoins". Ci-dessous tenants et aboutissants de l'affaire.

Note DIAL

### B - VIOLENCE CONTRE DES OPPOSANTS DE LA PART D'AGENTS DE L'ÉTAT

#### 1. CAS EXEMPLAIRE: L'ASSASSINAT DES PRÊTRES JÉSUITES

##### Résumé du cas

Aux premières heures du 16 novembre 1989, au Centre pastoral de l'Université centro-américaine "José Simeón Cañas" (UCA) de San Salvador, six prêtres jésuites, une cuisinière et sa fille de seize ans étaient assassinés par balles. Les victimes étaient les Pères Ignacio Ellacuría, recteur de l'université; Ignacio Martín-Baró, vice-recteur; Segundo Montes, directeur de l'Institut des droits de l'homme; Amando López, Joaquín López y López, Juan Ramón Moreno, tous trois professeurs de l'UCA; ainsi que Mme Julia Elba Ramos et sa fille Celina Mariceth Ramos.

Par la suite, neuf militaires ont été mis en procès criminel pour ces assassinats, dont le colonel Guillermo Alfredo Benavides Moreno, directeur de l'Ecole militaire, accusé d'avoir donné l'ordre d'assassiner les prêtres; le lieutenant Yushy René Mendoza Vallecillos, officier de l'Ecole militaire; les lieutenants José Ricardo Espinoza Guerra et Gonzalo Guevara Cerritos, officiers du bataillon Atlacatl, accusés d'être les exécutants des assassinats;

En 1991, une cour d'assises a déclaré le colonel Benavides coupable de tous les assassinats, et le lieutenant Mendoza Vallecillos coupable de l'assassinat de la jeune Celina Mariceth Ramos. Le tribunal les a condamnés à la peine maximale de trente ans de réclusion, qu'ils sont encore en train de purger (1). Le tribunal a également condamné le colonel Benavides et le lieutenant Mendoza pour proposition et préparation d'actes de terrorisme. Les lieutenants Espinoza et Guevara Cerritos ont été condamnés à trois ans pour proposition et conspiration en vue d'actes de terrorisme. Le lieutenant-colonel Hernández a été condamné par le tribunal pour dissimulation effective, de même que le lieutenant Mendoza Vallecillos. Tous les accusés, sauf le colonel Benavides et le lieutenant Mendoza Vallecillos, ont été laissés en liberté sous caution et sont restés dans l'armée.

La Commission de la vérité est parvenue aux conclusions et recommandations suivantes:

1. Le colonel (à l'époque) René Emilio Ponce (2), le soir du 15 novembre 1989, - en présence des personnes suivantes et en conjuration avec elles: le général Juan Rafael Bustillo (3), le colonel (à l'époque) Juan Orlando Zepeda (4), le colonel Inocente Orlando Montano (5) et le colonel Francisco Elena Fuentes (6) - a donné l'ordre au colonel Guillermo Alfredo Benavides d'exécuter le prêtre Ignacio Ellacuría, sans laisser de témoins. A cet effet, il a mis à sa disposition une unité du Bataillon Atlacatl qui, deux jours auparavant, avait été envoyé perquisitionner la résidence des prêtres.

2. Par la suite, tous ces officiers et d'autres, dont le général Gilberto Rubio Rubio, en toute connaissance des événements, ont pris les mesures nécessaires pour les dissimuler.

3. Le colonel Guillermo Alfredo Benavides, dans la nuit de ce même jour, a informé les officiers, dans l'Ecole militaire, des ordres concernant l'assassinat. Quand il a demandé à ces officiers si tel ou tel était en désaccord, tous ont gardé le silence.

4. L'opération de l'assassinat a été montée par le major (à l'époque) Carlos Camilo Hernández Barahona (7) et exécutée par un groupe de soldats du Bataillon Atlacatl, sous les ordres du lieutenant José Ricardo Espinoza Guerra et du sous-lieutenant Gonzalo Guevara Cerritos, accompagnés du lieutenant Yushy René Mendoza Vallecillos.

5. Le colonel Oscar Alberto León Linares, commandant le Bataillon Atlacatl, a eu connaissance de l'assassinat et a dissimulé les preuves de la culpabilité.

6. Le colonel Manuel Antonio Rivas Mejía, chef de la Commission d'enquête d'actes délictueux (CIHD), a eu connaissance des faits et a dissimulé la vérité sur ceux-ci; il a par ailleurs recommandé au colonel Benavides de prendre les mesures nécessaires pour la destruction de preuves de la culpabilité.

7. Le colonel Nelson Iván López y López, désigné pour aider l'enquête de la CIHD, a eu connaissance de la vérité et l'a dissimulée.

8. M. Rodolfo Antonio Parker Soto (8), membre de la Commission spéciale d'honneur, a fait de fausses déclarations pour dissimuler les responsabilités d'officiers supérieurs dans l'assassinat.

9. La Commission de la vérité estime qu'il est injuste que le colonel Guillermo Alfredo Benavides Moreno et le lieutenant Yushy René Mendoza Vallecillos restent en détention, alors que les instigateurs des assassinats et celui qui a donné l'ordre d'assassiner restent en liberté. La demande de grâce que la Compagnie

de Jésus a adressée en faveur du colonel Guillermo Alfredo Benavides Moreno et du lieutenant Yushy René Mendoza Vallecillos doit, de l'avis de la Commission, être acceptée par les autorités compétentes (9).

#### Description des faits (10):

Aux premières heures du 16 novembre 1989, un commando du Bataillon Atlacatl est entré dans l'enceinte de l'Université centro-américaine "José Simeón Cañas" (UCA) à San Salvador. Il s'est dirigé vers les locaux du Centre pastoral où résidaient les prêtres jésuites Ignacio Ellacuría, recteur de l'université; Ignacio Martín Baró, vice-recteur; Segundo Montes, directeur de l'Institut des droits de l'homme; Amando López, Joaquín López y López et Juan Ramón Moreno, tous trois professeurs de l'UCA.

Les militaires ont essayé de forcer la porte du Centre pastoral. Alertés, les prêtres leur ont ouvert volontairement. Les membres du commando ont perquisitionné la résidence et ordonné aux prêtres de sortir dans le jardin derrière la maison et de s'y coucher sur le ventre.

Le lieutenant à la tête du commando, José Ricardo Espinoza Guerra, a donné l'ordre de tuer les prêtres. Le soldat Oscar Mariano Amaya Grimaldi a tiré sur les prêtres Ellacuría, Martín-Baró et Montes; le caporal-chef Antonio Ramiro Avalos Vargas, sur les prêtres López et Moreno. Peu après, les soldats et, avec eux, le caporal Angel Pérez Vásquez ont trouvé le prêtre Joaquín López y López à l'intérieur de la résidence et l'ont tué. Le caporal-chef Tomás Zarpate Castillo a tiré sur Mme Julia Elba Ramos, qui travaillait à la résidence, et sur sa fille de seize ans, Celina Mariceth Ramos. Le soldat José Alberto Sierra Ascensio a de nouveau tiré sur elles pour les achever.

Les membres de l'Atlacatl se sont emparés d'une mallette qui appartenait aux prêtres et, en plus, de photographies, de documents et de cinq mille dollars.

Les soldats ont mitraillé la façade de la résidence, tiré des fusées et lancé des grenades. Avant de quitter les lieux ils ont écrit sur un carton: "*Le FMLN a exécuté des mouchards. Vaincre ou mourir - FMLN*"

#### Les événements antérieurs

Quelques heures auparavant, entre dix et onze heures du soir du 15 novembre, le colonel Guillermo Alfredo Benavides Moreno, directeur de l'Ecole militaire, s'était réuni avec les officiers sous ses ordres. Parmi les officiers présents, il y avait le major Carlos Camilo Hernández Barahona, le capitaine José Fuentes Rodas, les lieutenants Mario Arévalo Meléndez, Nelson Alberto Barra Zamora, Francisco Monico Gallardo Mata, José Vicente Hernández Ayala, Ramón Eduardo López Larios, René Roberto López Morales, Yushy René Mendoza Vallecillos et Edgar Santiago Martínez Marroquín, ainsi que le sous-lieutenant Juan de Jesús Guzmán Morales.

Le colonel Benavides les a informés qu'il revenait d'une réunion à l'état-major au cours de laquelle des mesures exceptionnelles avaient été prises pour combattre l'offensive du FMLN déclenchée le 11 novembre. Au cours de cette réunion il a été expliqué que la situation était critique et il a été décidé d'utiliser l'artillerie et les véhicules blindés.

Il a également été dit qu'il fallait éliminer tous les éléments subversifs connus. Le colonel Benavides a déclaré qu'il avait reçu l'ordre d'éliminer le Père Ignacio Ellacuría sans laisser de témoins.

Le colonel Benavides a demandé que ceux qui n'étaient pas d'accord avec cet ordre lèvent la main. Aucun officier ne l'a fait.

Le major Hernández Barahona a monté l'opération. Pour cela il a été fait appel aux commandos de l'Atlacatl sous les ordres du lieutenant José Ricardo Espinoza Guerra. Afin que la répugnance ne le fasse pas reculer, il a été décidé de lui adjoindre son camarade de promotion ("tanda"), le lieutenant Yushy René Mendoza Vallecillos.

A la fin de la réunion, le major Hernández Barahona s'est réuni avec le lieutenant Mendoza Vallecillos, le lieutenant Gonzalo Guevara Cerritos du Bataillon Atlacatl. Pour pouvoir accuser le FMLN des meurtres, ils ont décidé de ne pas utiliser les armes réglementaires et de ne pas laisser de témoins. Après l'assassinat ils avaient prévu de simuler un échange de coups de feu et de laisser un écriteau allusif.

Il a donc été décidé d'utiliser un fusil AK-47 appartenant au major Hernández Barahona, car l'armement pris au FMLN était identifiable. Le soldat Mariano Amaya Grimaldi s'est chargé du fusil, étant donné qu'il savait s'en servir.

Pour parvenir à l'université il fallait traverser les lignes de défense du complexe militaire. Le lieutenant Martínez Marroquín s'est chargé d'assurer le passage du commando de l'Atlacatl.

Les lieutenants Espinoza Guerra et Mendoza Vallecillos ainsi que le sous-lieutenant Guevara Cerritos ont quitté l'Ecole militaire dans deux camionnettes "pick-up", en compagnie des soldats du commando Atlacatl. Arrivés près d'immeubles inhabités qui sont proches de l'enceinte de l'université, ils ont retrouvé d'autres membres du Bataillon Atlacatl. Là, le lieutenant Espinoza a désigné ceux qui devaient rester comme sentinelles et ceux qui se rendraient à la résidence des jésuites.

### Antécédents

Des membres de l'armée avaient l'habitude de qualifier l'Université centro-américaine de "*refuge de subversifs*". Le colonel Juan Orlando Zepeda, vice-ministre de la défense, a accusé publiquement l'UCA d'être un centre d'opérations où se planifiait la stratégie terroriste du FMLN. Le colonel Inocente Montano, vice-ministre de la sécurité publique, a déclaré publiquement que les jésuites s'identifiaient totalement avec les mouvements subversifs.

Le Père Ellacuría a joué un rôle important dans la recherche d'une solution négociée et pacifique au conflit armé. L'idée de certains milieux militaires d'identifier les prêtres jésuites et le FMLN venait de ce que des prêtres avaient une préoccupation particulière envers les milieux pauvres de la société salvadorienne, les plus affectés par la guerre.

### L'offensive

L'offensive lancée par le FMLN le 11 novembre avait pris des dimensions inattendues et alarmantes pour l'armée. Les guérilleros contrôlaient plusieurs quartiers de la capitale et des faubourgs de San Salvador. Ils avaient attaqué les résidences officielle et privée du président de la République, ainsi que la résidence du président de l'Assemblée législative. Ils avaient également attaqué les casernes des 1ère, 3ème, 6ème Brigades d'infanterie et celle de la police nationale. Le 12 novembre le gouvernement avait décrété l'état de siège et imposé le couvre-feu de 6 H du soir à 6 H du matin.

Au cours d'une réunion de l'état-major, le 13 novembre, des commandos de sécurité avaient été créés pour contrer l'offensive. Chaque commando avait un chef placé sous le contrôle opérationnel du colonel René Emilio Ponce, chef d'état-major

général des armées. Le colonel Benavides Moreno avait été nommé chef du commando de sécurité du Complexe militaire. Ce secteur englobait l'Ecole militaire, le ministère de la défense, l'état-major conjoint et la direction nationale du renseignement. Dans les limites territoriales du commando il y avait également les quartiers Arce et Palermo (où la majorité des résidents étaient militaires), la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique et l'enceinte de l'UCA.

Les radios avaient été constituées en chaîne nationale sous la direction de Radio Cuscatlán, la radio de l'armée. L'émission "Le téléphone sonne" diffusait les appels téléphoniques à cette radio. C'est à travers ces appels qu'étaient lancées des accusations contre le Père Ellacuría et que sa mort était réclamée.

Le 11 novembre, des guérilleros avaient fait sauter le portail de l'UCA et avaient traversé l'enceinte universitaire. Le lendemain, un détachement de l'armée s'était installé pour surveiller les entrées et sorties de l'université. A partir du 13 les soldats en interdisaient l'entrée.

Le 13, le colonel Ponce avait ordonné au colonel Joaquin Arnoldo Cerna Flores, chef du secteur III de l'état-major, de procéder à une perquisition dans les locaux de l'UCA. Le colonel Ponce avait ordonné cette perquisition car il avait été informé que plus de deux cents guérilleros se trouvaient dans l'université.

Le colonel Cerna Flores avait confié la perquisition au lieutenant José Ricardo Espinoza Guerra, lequel a utilisé une centaine de militaires du Bataillon Atlacatl. Le lieutenant Hector Ulises Cuenca Ocampo, de la direction nationale du renseignement (DNI) avait retrouvé les troupes à l'entrée de l'UCA pour assister à la perquisition dans la résidence des prêtres. Ils n'avaient trouvé aucune trace de la présence des guérilleros, de matériel de guerre ou de propagande.

Au terme de la perquisition, le lieutenant Espinoza Guerra avait rendu compte au major Hernández Barahona. Puis il s'était rendu à l'état-major pour rendre compte au colonel Cerna Flores.

Le 15 novembre à 6 H 30 de l'après-midi une réunion d'état-major avait eu lieu en présence des chefs et des commandants de l'armée pour prendre de nouvelles mesures face à l'offensive. C'est alors que le colonel Ponce a autorisé l'élimination des "têtes", des syndicalistes et des leaders reconnus du FMLN. Il a également été décidé dans cette réunion d'augmenter les bombardements par l'armée de l'air et d'utiliser l'artillerie et les véhicules blindés pour chasser le FMLN des secteurs contrôlés par lui.

Le ministre de la défense, le général Rafael Humberto Larios López a demandé que celui qui n'était pas d'accord lève la main. Personne ne l'a fait. Il a aussi été résolu de discuter de ces mesures avec le président Cristiani.

Après la réunion, les officiers sont restés dans la salle à parler entre eux par groupes. Dans l'un de ces groupes il y avait le colonel René Emilio Ponce, le général Juan Rafael Bustillo, le colonel Francisco Elena Fuentes, le colonel Juan Orlando Zepeda et le colonel Inocente Orlando Montano. Le colonel Ponce a appelé le colonel Guillermo Alfredo Benavides et, devant ces quatre officiers, lui a donné l'ordre d'éliminer le Père Ellacuría sans laisser de témoins. Il lui a également donné l'ordre d'employer l'unité du Bataillon Atlacatl qui avait effectué la perquisition deux jours plus tôt.

Le président Cristiani s'est réuni avec le haut commandement entre 12 H et 14 H 30 le 16. Conformément à ses déclarations, le président a approuvé le nouveau dispositif d'affectation des unités blindées du régiment de cavalerie et des pièces d'artillerie, et à aucun moment de cette réunion il n'a été question de l'Université centro-américaine.

## La dissimulation

Dans les premières heures de la matinée du 16 novembre, le major Carlos Camilo Hernández Barahona et le lieutenant José Vicente Hernández Ayala se sont rendus personnellement dans le bureau du colonel Ponce pour rendre compte de ce qui s'était passé à l'UCA. Les officiers ont déclaré qu'ils étaient en possession d'une mallette contenant des photos, des documents et de l'argent que les soldats avaient soustraits aux jésuites quelques heures plus tôt. Le colonel a donné l'ordre de tout détruire car cela prouvait la responsabilité de l'armée. Ils ont détruit la mallette à l'Ecole militaire.

Après être retourné à son unité, le lieutenant Espinoza Guerra a rendu compte des événements au commandant du Bataillon Atlacatl, le lieutenant-colonel Oscar Alberto León Linares.

Le président Cristiani a chargé la Commission d'enquête d'actes délictueux(CIHD) de l'enquête sur le crime.

Le colonel Benavides a rapporté les faits au lieutenant-colonel Manuel Antonio Rivas Mejía, chef de la CIHD, et lui a demandé son aide. Ce dernier lui a recommandé de détruire les canons des armes utilisées et de les remplacer par d'autres pour éviter l'identification dans les preuves balistiques. La destruction a été aussitôt effectuée avec l'aide du lieutenant-colonel Oscar Alberto León Linares.

Le lieutenant-colonel Rivas Mejía a également conseillé au colonel Benavides de s'assurer qu'il ne reste plus de registres des entrées et sorties de l'Ecole militaire qui permettraient d'identifier les coupables. Par la suite, le colonel Benavides et le major Hernández Barahona ont donné l'ordre de brûler tous les registres de l'Ecole militaire de l'année en cours et de la précédente.

Peu de temps après l'ouverture de l'enquête, le colonel René Emilio Ponce a demandé que soit intégré à la CIHD, comme collaborateur dans l'enquête sur l'affaire, le colonel Nelson Iván López y López, chef du secteur I de l'état-major, qui avait par ailleurs exercé le commandement du Centre d'opérations tactiques de l'état-major pendant toute la nuit du 15 au 16 novembre.

Dès novembre la CIHD a été <sup>mise</sup> au courant par deux témoins, le caporal-chef Germán Orellana Vázquez et l'agent Victor Manuel Orellana Hernández, qui lui ont affirmé avoir vu cette nuit-là des membres du Bataillon Atlacatl près de l'Université centro-américaine. Ils ont par la suite modifié leurs affirmations.

Un autre témoin est également revenu sur ses premières déclarations. Lucía Barrera de Cerna, employée de l'université, avait déclaré avoir vu, depuis un édifice voisin de la résidence des jésuites, des soldats en tenue camouflée et casquette de campagne. Aux Etats-Unis où elle avait été conduite par mesure de protection, elle a été interrogée par le Federal Bureau of Investigation (FBI) et c'est alors qu'elle est revenue sur ses déclarations. Le lieutenant-colonel Rivas Mejía, chef de la CIHD, était présent à ses interrogatoires. Par la suite, elle a réaffirmé sa version première.

La CIHD n'a pris aucune déposition du colonel Benavides, alors que les faits s'étaient produits dans le secteur relevant de son commandement. D'après le dossier judiciaire, la première déclaration de Benavides est du 11 janvier, devant la Commission d'honneur.

Le 2 janvier 1990, un mois et demi après les assassinats, un officier de l'armée des Etats-Unis et conseiller militaire auprès de la force armée d'El Salvador, le major Eric Warren Buckland, a informé son supérieur, le lieutenant-colonel William Hunter, d'une conversation qu'il avait eue quelques jours plus tôt avec

le colonel Carlos Amando Avilés Buitrago. Au cours de cette conversation, Avilés Buitrago lui avait raconté avoir appris - par l'intermédiaire du colonel López y López - que Benavides avait donné l'ordre des assassinats et qu'une unité du Bataillon Atlacatl les avait exécutés. Il lui a également déclaré que Benavides avait demandé l'aide du lieutenant-colonel Rivas Mejía.

Le lieutenant-colonel William Hunter a informé le chef de la mission militaire des Etats-Unis, le colonel Milton Menjivar, lequel a organisé une rencontre dans le bureau du colonel Ponce pour une confrontation entre Buckland et Avilés. Ce dernier a nié avoir donné cette information à Buckland.

Quelques jours après qu'aient été connues les déclarations de Buckland, le ministre de la défense a créé une Commission spéciale d'honneur, constituée de cinq officiers et de deux civils, pour enquêter sur les assassinats.

La Commission d'honneur, après avoir pris connaissance des investigations de la Commission d'enquête d'actes délictueux, a interrogé quelque trente membres du Bataillon Atlacatl, dont le lieutenant Espinoza Guerra et le sous-lieutenant Guevara Cerritos, ainsi que plusieurs officiers de l'Ecole militaire, dont le colonel Benavides et le lieutenant Mendoza Vallecillos.

Les lieutenants Espinoza et Mendoza, le sous-lieutenant Guevara et les soldats ayant participé à l'assassinat ont avoué leur crime devant la Commission d'honneur lors de déclarations extra-judiciaires.

Un des membres civils de la Commission d'honneur, M. Rodolfo Antonio Parker Soto, conseiller juridique de l'état-major, a modifié les déclarations faites dans le but de supprimer les mentions à l'existence d'ordres supérieurs. Il a également supprimé les références à certains officiers, en particulier la référence au major Carlos Camilo Hernández Barahona.

Le 12 janvier, la Commission d'honneur a présenté son rapport au président Cristiani. Neuf personnes y sont désignées comme responsables: quatre officiers et cinq soldats qui sont mis en détention et en procès. Plus tard, celui qui était devenu le lieutenant-colonel Carlos Camilo Hernández Barahona a été à son tour inclus dans le procès.

L'instruction du procès a duré près de deux ans. Pendant tout ce temps le colonel (aujourd'hui général) René Emilio Ponce, le colonel (aujourd'hui général) Juan Orlando Zepeda, le colonel Inocente Orlando Montano et le colonel (aujourd'hui général) Gilberto Rubio Rubio ont fait pression sur des officiers subalternes pour qu'ils ne fassent pas mention d'ordres supérieurs dans leurs témoignages devant la justice.

Finalement le jugement en assises a eu lieu les 26, 27 et 28 septembre 1991, dans les locaux de la Cour suprême de justice. L'identité des cinq jurés a été maintenue secrète. Les personnes accusées et les charges retenues ont été les suivantes:

- Colonel Guillermo Alfredo Benavides Moreno, lieutenant José Ricardo Espinoza Guerra et sous-lieutenant Gonzalo Guevara Cerritos. Accusés d'assassinat, d'actes de terrorisme, d'actes préparatoires de terrorisme, et d'actes de proposition et de conspiration en vue de commettre des actes de terrorisme.
- Lieutenant Yushy René Mendoza Vallecillos. Accusé d'assassinat, d'actes de terrorisme, d'actes préparatoires de terrorisme, et d'actes de proposition et de conspiration en vue de commettre des actes de terrorisme.
- Caporal-chef Antonio Ramiro Avalos Vargas, caporal-chef Tomás Zarpate Castillo, caporal Angel Pérez Vásquez et soldat Oscar Mariano Amaya Grimaldi. Accusés d'assassinat, d'actes de terrorisme et d'actes préparatoires de terrorisme.

- Soldat Jorge Alberto Sierra Ascensio. Jugé par contumace pour assassinat.
- Lieutenant-colonel Carlos Camilo Hernández Barahona. Accusé de dissimulation effective.

Le jury de la cour d'assises n'a eu à se prononcer que sur les crimes d'assassinat et d'actes de terrorisme. Les autres crimes ont relevé de la décision du juge.

N'ont été déclarés coupables d'assassinat que le colonel Guillermo Alfredo Benavides Moreno et le lieutenant Yushy René Mendoza Vallecillos. Le juge leur a appliqué la peine maximale, trente ans de réclusion, qu'ils sont en train de purger (cf. note 1). Le juge a de plus déclaré le colonel Benavides et le lieutenant Mendoza coupables de proposition et de conspiration en vue de commettre des actes de terrorisme. Les lieutenants Espinoza et Guevara Cerritos ont été condamnés à trois ans pour proposition et conspiration en vue de commettre des actes de terrorisme. Le lieutenant-colonel Hernández a également été condamné par le juge à trois ans pour dissimulation effective, ainsi que Mendoza Vallecillos. Espinoza, Guevara et Hernández sont restés en liberté et ont continué d'émarger aux cadres des forces armées.

### Conclusions

La Commission est arrivée aux conclusions et recommandations suivantes:

1. Il y a preuve substantielle (11) que le colonel (à l'époque) René Emilio Ponce, le soir du 15 novembre 1989, en présence du et en conjuration avec le général Juan Rafael Bustillo, colonel (à l'époque) Juan Orlando Zepeda, colonel Inocente Orlando Montano et colonel Francisco Elena Fuentes, a donné l'ordre au colonel Guillermo Alfredo Benavides d'exécuter le prêtre Ignacio Ellacuría sans laisser de témoins. A cet effet, il a mis à sa disposition une unité du Bataillon Atlacatl qui, deux jours auparavant, avait été envoyé perquisitionner la résidence des prêtres.

2. Il y a preuve totale (11) que, par la suite, tous ces officiers et d'autres, en toute connaissance des événements, ont pris les mesures nécessaires pour les dissimuler. Il y a preuve suffisante (11) que le général Gilberto Rubio Rubio, en toute connaissance des événements, a pris les mesures nécessaires pour les dissimuler.

3. Il y a preuve totale que:

- a) le colonel Guillermo Alfredo Benavides, dans la nuit de ce même jour 15 novembre, a informé les officiers, dans l'Ecole militaire, des ordres qui lui avaient été donnés. Quand il a demandé à ces officiers si tel ou tel était en désaccord, tous ont gardé le silence;
- b) l'opération de l'assassinat a été organisée par le major (à l'époque) Carlos Camilo Hernández Barahona et exécutée par un groupe de soldats du Bataillon Atlacatl, sous les ordres du lieutenant José Ricardo Espinoza Guerra et du sous-lieutenant Gonzalo Guevara Cerritos, accompagnés du lieutenant Yushy René Mendoza Vallecillos.

4. Il y a preuve substantielle que:

- a) le colonel Oscar Alberto León Linares, commandant du Bataillon Atlacatl, a eu connaissance de l'assassinat et a dissimulé les preuves de la culpabilité;
- b) le colonel Manuel Antonio Rivas Mejía, de la Commission d'enquête d'actes délictueux (CIHD), a eu connaissance des faits et a dissimulé la vérité sur ceux-ci; il a par ailleurs recommandé au colonel Benavides de prendre les mesures nécessaires pour la destruction des preuves de la culpabilité;
- c) le colonel Nelson Iván López y López, désigné pour aider l'enquête de la CIHD, a eu connaissance de la vérité des faits et l'a dissimulée.

5. Il y a preuve totale que M. Rodolfo Antonio Parker Soto, membre de la Commission d'honneur, a fait de fausses déclarations pour dissimuler les responsabilités d'officiers supérieurs dans l'assassinat.

6. La Commission estime qu'il est injuste que le colonel Guillermo Alfredo Benavides Moreno et le lieutenant Yushy René Mendoza Vallecillos restent en détention, alors que les instigateurs des assassinats et celui qui a donné l'ordre de l'assassinat restent en liberté. La demande de grâce que la Compagnie de Jésus a adressée en faveur du colonel Guillermo Alfredo Benavides Moreno et du lieutenant Yushy René Mendoza Vallecillos doit, de l'avis de la Commission, être acceptée par les autorités compétentes.

---

(1) Ils ont été remis en liberté le 1er avril 1993 au titre de l'amnistie générale votée par l'Assemblée nationale le 20 mars précédent au bénéfice des hommes politiques et des militaires impliqués dans les violations des droits de l'homme depuis 1980 (NdT).

(2) Chef de l'état-major général des armées; général, il deviendra ministre de la défense le 1er septembre 1990 (NdT).

(3) Chef de l'armée de l'air (NdT).

(4) Vice-ministre de la défense. Ainsi qu'il en est question plus loin, était également présent le ministre de la défense lui-même, le général Rafael Humberto Larios López.

(5) Vice-ministre de la sécurité (NdT).

(6) Commandant de la 1ère Brigade d'infanterie (NdT).

(7) Sous-directeur de l'Ecole militaire. Il passera au grade de lieutenant-colonel quelque temps après l'assassinat des jésuites (Ndt).

(8) Conseiller juridique de l'état-major des armées (NdT).

(9) Cf. DIAL D 1726 et 1757. C'est par erreur que, dans le document 1757, nous avons écrit "amnistie" au lieu de "grâce" ou "remise de peine", l'amnistie relevant du pouvoir législatif (ce qu'a fait celui-ci le 20 mars 1993: cf. note 1 de ce document) et la grâce relevant du président de la République (NdT).

(10) Les notes justificatives du rapport de la Commission ne sont pas reproduites (NdT).

(11) Sur les trois niveaux de "preuve" ou d'"évidence" - totale, substantielle et suffisante - ou degrés de certitude définis par la Commission de la vérité pour la qualification de ses conclusions, cf. DIAL D 1763, p. 3 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441